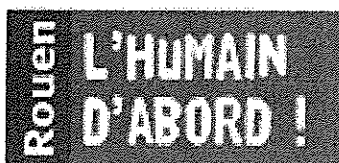




PUBLIE LE

4 DEC. 2025



Motion présentée par les groupes des élu.e.s communistes et Rouen l'Écologie
en Actes
avec le soutien du groupe Fiers de Rouen

Conseil municipal du jeudi 20 novembre 2025

Pour le droit à un logement digne à Rouen

Par la présente motion, nous souhaitons rappeler une évidence trop souvent négligée : le droit à un logement digne est une condition vitale, un préalable à l'exercice de tous les autres droits, et en particulier les droits à la santé, à la scolarité et à la sécurité. Le logement ne doit jamais être une variable d'ajustement : il constitue le fondement de la dignité humaine et de la cohésion sociale.

Le contexte local montre des tensions croissantes : difficultés d'accès au logement pour de nombreuses familles et personnes seules, persistance de logements insalubres menaçant la santé des occupants, et transformation progressive de certains quartiers par le développement massif de meublés touristiques qui réduit l'offre de résidences principales et fragilise la vie commerciale et sociale. Ces phénomènes contribuent à l'augmentation des loyers et à l'éviction des ménages modestes, rendant la ville moins accessible aux personnes les plus vulnérables.

Si la Ville de Rouen dispose d'outils et d'initiatives, y compris des dispositifs comme le Permis de Louer visant à lutter contre l'habitat indigne, et des mesures de contrôle de la mise en location, ces actions doivent être renforcées et complétées par des politiques coordonnées avec la Métropole, le Département et l'État. La solidarité municipale et l'action associative ne peuvent remplacer des politiques publiques structurantes et financées pour la production de logements sociaux, la réhabilitation des logements dégradés et la régulation des pratiques locatives spéculatives.

La Ville a la responsabilité de protéger ses habitantes et habitants contre l'insalubrité, les expulsions et les pratiques qui vident les quartiers de leurs résidents permanents. Elle doit agir pour préserver le parc de logements de résidence principale, maîtriser l'impact des meublés touristiques, soutenir la production de logements accessibles et renforcer les dispositifs de prévention et d'accompagnement des ménages en difficulté.

C'est pourquoi le Conseil Municipal de Rouen affirme :

- Que le droit à un logement décent, salubre et accessible est une priorité municipale et un impératif de justice sociale.
- Que la lutte contre l'habitat indigne doit être intensifiée par la Ville, avec des moyens renforcés pour les services hygiène et sécurité, des campagnes d'inspection ciblées et un accompagnement effectif des locataires victimes d'insalubrité jusqu'au relogement ou à la remise en conformité des logements.



- Que la Ville agira pour préserver et reconstituer le parc de résidences principales, en régulant fortement la transformation des logements en meublés touristiques, et en demandant à la Métropole et à l'État les pouvoirs et sanctions nécessaires pour limiter la perte de logements durables.
- Que la Ville soutiendra et développera des dispositifs d'accompagnement au maintien dans le logement (médiation locative, prévention des expulsions, fonds de solidarité) et encouragera des mécanismes d'aide à la réhabilitation de logements vacants ou dégradés afin de les remettre sur le marché locatif social ou solidaire.
- Que la Ville plaidera auprès de l'État et des parlementaires du territoire pour une évolution du cadre législatif, qui permettra la mise en place de dispositifs d'encadrement des loyers, indispensables pour lutter contre les hausses spéculatives qui menacent les ménages modestes.

La motion votée à 14 h 48, est adoptée.

(44 voix pour : groupe Fier.e.s de Rouen,

groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,

groupe communiste)

(4 voix contre : groupe Au cœur de Rouen)

(5 abstentions : groupe Rouen A'Venir Centre, Droite et Indépendants, élue non inscrite)